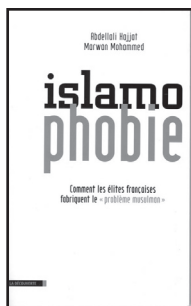


Islamophobie

Abdellali Hajjat &
Marwan Mohammed

Editions La découverte, Paris, 2013.



Abdellali Hajjat dresse ici une salutaire archéologie des idéologies qui visent l'être de l'islam en partant d'un présupposé – un consensus national et élitaire – qu'il y a un « problème musulman », articulé au problème de l'immigration », qu'il faudrait donc « résoudre », jusqu'à instaurer un *régime juridique d'exception*, régime dérogatoire du droit commun, digne des codes de l'indigénat des colonies, dont le projet inavoué serait des discipliner les corps, voire les esprits des (présupposé-e-s) musulman-e-s, d'entraver la possibilité d'une autonomie musulmane, de freiner la transformation de la « communauté musulmane » en sujet de parole publique et d'action collective, bref d'empêcher l'affirmation d'une identité politique musulmane comme sujet historique légitime. Tout cela s'inscrit dans un continuum entre le discours islamophobe et le discours colonial.

Les gouvernements successifs, incapables de résoudre les problèmes économiques, s'adonnent à une « surenchère compensatoire » autour des étrangers et des musulmans, avec des attentes de rétributions symboliques que certains militants ou professionnels de la politique peuvent obtenir en développant ainsi des discours islamophobes. L'auteur formule l'hypothèse que « la construction du 'problème musulman' constitue un des principaux vecteurs d'unification des 'élites' françaises, voire européennes, au moment même où le clivage capitaliste/anticapitaliste (ou économie de marché/économie socialiste) est

remis en cause par le revirement stratégique de la gauche de gouvernement en faveur de la rigueur budgétaire ».

Le déclin de la « tolérance » concerne particulièrement les musulmans et les maghrébins parmi les minorités visibles. Les attentats de Paris (1995-1996), de New-York (2001), de Madrid (2004), de Londres (2005), etc. n'ont pas arrangé les choses. Pourtant, les extrémistes anti-IVG, les manifestations anti-mariage pour tous, les multiples actes terroristes non « islamistes » n'inscrivent pas dans la durée un sentiment de rejet comme c'est le cas quand il s'agit d'un acte répréhensible commis au nom de l'islam. Et le continuum entre l'islam, l'islamisme et le terrorisme s'est radicalisé depuis l'attentat du 11 septembre 2001.

De l'affaire du foulard en 1989 qui, 15 ans plus tard, le 15 mars 2004, déboucha sur la Loi (une sorte de fatwa scolaire laïque) interdisant le port de signes religieux à l'école (quoique ce soit le port du hijab qui était visé¹), l'islamophobie avait tout le loisir, non de s'installer, car elle est plus antérieure à cette affaire², mais de gagner beaucoup de pans de la société française, jusqu'aux élites les plus insoupçonnées qui développent une *islamophobie de plume* (médias, politiques, chefs d'Etat, intellectuels *fast think*, universitaires, etc., principaux acteurs d'une « archive anti-musulmane », base d'une « cause islamophobe » qui les réunit dans la « nouvelle laïcité » bien comprise au-delà des clivages politiques traditionnels, avec son propre vocabulaire : laïcité, ostensible, communautarisme, islamisme, territoires perdus de la République, désintégration, omnisacralisation...

L'« aversion à l'islam » s'exprime contre les institutions (incendies, profanations des mosquées, cimetières...) et les individus, particulièrement dans le milieu du travail, dans les écoles, les guichets publics et les commissariats (« islamophobie d'Etat »), par des agressions physiques, des crachats, des insultes, des sommations à retirer le voile³, alliant le racisme et le sexisme. Les agresseurs agissent parfois en invoquant la laïcité pour fustiger l'islam qui est devenu un stigmat. On assiste à un *processus de discrimination légale par capillarité* : du port du voile interdit dans l'espace de l'école

on passerait à l'interdiction, avec les mêmes arguments juridiques, dans d'autres espaces aux femmes voilées (interdire aux parents d'élèves et travailleuses de la petite enfance d'exercer leurs métiers, voire d'accompagner les enfants lors des sorties pédagogiques des classes. L'islam provoque une «panique morale», sentiment que les valeurs de sa société sont menacées.

Pour l'islamophobe, l'appartenance religieuse est la seule clé pour comprendre les musulmans, le déterminant ultime du comportement individuel et collectif. Son discours essentialiste (le même développé jadis contre les juifs) rive le musulman à son islamité quand bien même serait-il athée. Pour l'islamophobe, on peut échapper à l'islam par la conversion mais pas à son islamité comme le juif converti au catholicisme ne peut échapper à sa judéité.

Les thèses islamophobes ne dépassent pas l'interprétation du fait religieux par l'essentialisation, elles manquent de s'interroger sur le sens du recours à la référence musulmane par les acteurs sociaux.

La cause islamophobe a ainsi fait tomber les cloisons idéologiques. A l'élite' islamophobe, il faut ajouter la figure du «repenti», intellectuel musulman qui entre dans le jeu d'une opposition artificielle et idéologique entre «intégriste» et «modéré» en alimentant le sens commun sur l'islam. Une fronde contre la reconnaissance de l'islamophobie s'organise, car la reconnaître reviendrait à reconnaître du coup la légitimité de l'islam pratiqué. Ainsi, dans la mouvance de l'«anti-racisme majoritaire», exception faite du MRAP et de la LDH, on a déployé avec beaucoup d'énergie (notamment chez SOS-Racisme et la Licra) tous les moyens médiatiques contre l'usage du terme *islamophobie*, beaucoup plus d'énergie qu'à combattre le «racisme anti-musulman».

L'islamophobie est aussi une «aubaine» pour les mouvements d'extrême Droite. Souvent intégristes catholiques, ils opèrent un transfert de l'antisémitisme vers l'islamophobie. Elle leur permet de s'affranchir à bon compte de l'antisémitisme impopulaire, trop risqué politiquement et médiatiquement pour se convertir dans la lutte contre la menace islamiste puisque ils défendraient les valeurs que sont la laïcité ou l'égalité des sexes, valeurs partagées par

l'ensemble de l'échiquier politique. C'est ainsi que naît un «racisme respectable» et «vertueux» qui sait dissimuler le racisme anti-maghrébin derrière le paravent d'un racisme anti-intégriste-islamiste en se targuant de défendre la femme minorée par l'islam.

Bien entendu, l'islamophobie a fait naître des mouvements anti-islamophobes : le CCIF, le CRI, le MIR, le PIR, les Indivisibles... qui tentent difficilement d'asseoir une jurisprudence en matière d'islamophobie.

Il y a par ailleurs un féminisme islamophobe comme il y a un féminisme musulman qui ne se plie pas à l'impératif du dévoilement, émancipation indexée héritée de la colonisation. Ce féminisme musulman entend s'exprimer selon des valeurs qui ne se réduisent pas à celles que prône l'Occident sur la liberté de la femme. C'est un féminisme qui, bon an mal an, travaille à élargir la signification complexe du signe dit religieux pour l'arracher à l'unique interprétation religieuse et à l'inscrire précisément dans le champ possible d'une émancipation singulière, quoiqu'incompréhensible au regard myope de l'Occident ethnocentriste ■

Achour Ouamara

1. Ainsi l'on a assisté à des situations cocasses dans certaines écoles qui, pour les mettre « en configuration laïque ! », eurent à mesurer le bandeau descendant sur les oreilles des jeunes filles afin d'en déterminer le caractère religieux. La neutralité laïque et l'ostentation religieuse se sépareraient de quelques centimètres !
2. La construction des représentations négatives de l'islam et des musulmans remonte à la période médiévale, surtout après les Croisades. En France, la question musulmane apparut dans le contexte des grèves ouvrières contre les licenciements massifs de l'industrie automobile (Citroën-Aulnay en avril 1982, Talbo-Poissy en mai 1982) qui firent occuper les usines par des travailleurs immigrés dont les revendications ont été déformées pour être discréditées en désignant ces grévistes, du fait d'être d'origine musulmane, d'intégristes (propagande du patronat et déclaration du premier Ministre Pierre Mauroy même !). La Droite dénonça «la faucille et le Coran» (peur du «rouge» et du «vert»). Les médias s'en sont donnés à cœur-joie en montrant les grévistes prier dans l'usine occupée.
3. Une femme voilée enceinte (à Argenteuil) a perdu son bébé suite à une agression par plusieurs personnes. La couverture médiatique de ce drame fut pratiquement inexistante. On constate une nette surreprésentation des femmes parmi les victimes de l'islamophobie; Entre 1980 et 1989 seulement, on dénombrait 157 Maghrébins tués et 187 agressés pour motif raciste.